

**Patrick Martin : « Beaucoup de chefs d'entreprise ont d'ores et déjà suspendu des décisions d'investissement et d'embauche »**

« “Le RN et le Nouveau Front populaire sont dangereux pour l'économie” », titre **Le Figaro** qui ouvre ses colonnes à **Patrick Martin**, alors que le Medef organise l'audition, aujourd'hui, de toutes les têtes des partis et coalitions engagés dans la campagne : Edouard Philippe, Eric Coquerel et Boris Vallaud, Jordan Bardella, Eric Ciotti, Bruno Le Maire et Bruno Retailleau. « Comme beaucoup, nous avons été sidérés par cette décision », avoue le patron de l'organisation patronale qui, dit-il, attendait de « connaître les programmes avant d'exprimer notre positionnement sur cette base ». **Il relaie alors l'inquiétude du Medef face à certaines mesures économiques.** Il lance ainsi un « appel à soutenir les formations qui défendent l'économie de marché, le libre-échange et un attachement à l'Union européenne, le tout en tenant compte de la réalité financière du pays ». « Le programme du RN est dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi, celui du Nouveau Front populaire l'est tout autant, voire plus », ajoute Patrick Martin qui souligne toutefois que « tous leurs électeurs ne sont pas des extrémistes » mais pour la plupart, « des démocrates qui manifestent une colère et une frustration ». Dans le détail, il juge que « ce que propose le RN nous couperait de l'Union européenne alors même que le poids de la France s'amenuise au Parlement européen ». Quant au programme du NFP, il contient « incontestablement » des « chiffons rouges absolus pour les chefs d'entreprise ». « Il aboutirait à 200 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires chaque année, financées par de l'impôt, ou par le déficit. Ça finira forcément mal. » **Il rappelle également que la perspective d'une Assemblée nationale sans majorité absolue « accentuerait les difficultés, le renchérissement du financement et gripperait la machine. » C'est pourquoi « beaucoup de chefs d'entreprise ont d'ores et déjà suspendu des décisions d'investissement et d'embauche ».** (Le Figaro, p.20)